



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-36388>

Département(s) de publication : **91, 92, 93, 94, 95, 75, 77**

Annonce n° **24-36388**

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** Conseil Départemental de l'Essonne

**Type de Numéro national d'identification :** SIRET

**N° National d'identification :** 22910228000018

**Ville :** Évry-Courcouronnes

**Code postal :** 91012

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 91, 92, 93, 94, 95, 75, 77

### Section 2 - Communication

**Lien direct aux documents de la consultation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematent.login&type=Dce&Idm=1434840>

**Identifiant interne de la consultation :** 2798\_1\_00

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** Service De La Commande Publique

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature \_ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus Se référer au règlement de la consultation
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels. - Déclaration concernant

le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Se référer au règlement de la consultation

- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise. - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. - Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Il est accepté d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par le candidat, si celui-ci n'a pas accès à ces certificats ou n'a aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés Se référer au règlement de la consultation

**Technique d'achat** : Accord-cadre

**Date et heure limite de réception des plis** : 26/04/2024 à 12:00

**Présentation des offres par catalogue électronique** : Interdite

**Réduction du nombre de candidats** : Non

**Possibilité d'attribution sans négociation** : Oui

**L'acheteur exige la présentations de variantes** : Non

**Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre)** : Département de L'Essonne

**Critères d'attribution** : énoncé dans le Rc

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : La maintenance préventive et corrective des aires de jeux et de leur équipements répartis sur les sites départementaux avec une partie de petites fournitures et pose d'équipements dans le cadre de remplacement ou d'extension d'installations existantes

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 50324200

**Type de marché** : Services

**Description succincte du marché** : Le contrat porte sur les prestations suivantes : La maintenance préventive et corrective des aires de jeux et de leur équipements répartis sur les sites départementaux avec une partie de petites fournitures et pose d'équipements dans le cadre de remplacement ou d'extension d'installations existantes. Il s'agit d'un marché composite, ayant une partie à prix forfaitaire concernant la maintenance préventive et une partie à prix unitaires à bons de commande concernant la maintenance corrective avec une partie de petites fournitures et pose d'équipements, sans montant minimum annuel et avec un maximum annuel de 25 000 euro(s) HT, en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique. Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de sa date de notification ou de la date indiquée par celle-ci. Il est reconductible tacitement 3 fois pour une période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans

**Lieu principal d'exécution du marché** : Département de L'Essonne 91000

**Durée du marché (en mois)** : 48

**La consultation comporte des tranches** : Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché** : Non

**Marché alloti** : Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire** : Non

**Autres informations complémentaires** : Le mode de transmission des éléments de la candidature et de l'offre est dématérialisé. La réponse électronique est obligatoire mais aucune signature n'est exigée ( la

signature sera dans ce cas demandée à posteriori à la seule entreprise retenue). Voir les détails dans le règlement de la consultation

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 27/03/2024**